

Service Central
du PERSONNEL

Bureau du
Classement

202LM01/5

AGENTS DE LA S.N.C.F. MIS A LA
DISPOSITION DES SERVICES DES CIES

[illegible]

**SOCIÉTÉ
NATIONALE**

des

**CHEMINS DE FER
FRANÇAIS**

P

NOTE GÉNÉRALE

HORS-SÉRIE SERVICES CENTRAUX N° 1
*destinée au Service Central du Personnel,
aux Services Financiers et aux Services des Compagnies.*

Paris, le 25 Novembre 1938.

**ADMINISTRATION DU PERSONNEL DE LA S. N. C. F.
MIS A LA DISPOSITION DES SERVICES DES COMPAGNIES
DE L'EST, DU NORD, DU MIDI, DU P.-L.-M. ET DU P.-O.**

Aux termes de l'article 38 de la Convention du 31 Août 1937, les Compagnies peuvent demander à la Société Nationale, moyennant le remboursement des charges y afférentes, de détacher auprès d'elles le personnel nécessaire au fonctionnement de leurs services.

Il est précisé que les agents intéressés restent soumis, à toute époque, aux diverses dispositions des règlements d'administration du Personnel, applicables aux agents de la S. N. C. F. et sont traités, au point de vue de leur rémunération, comme s'ils étaient affectés, avec le même grade, à un service de celle-ci.

Cependant, les agents détachés dans des Services des Compagnies autres que les Services de Titres ne participent pas à la répartition de la prime d'exploitation prévue à l'article 36 de la Convention du 31 Août 1937. La Compagnie à la disposition de laquelle ils ont été mis leur verse une part de prime égale à celle qu'ils auraient touchée s'ils étaient restés dans un Service de la Société Nationale.

Les règlements concernant l'Administration du Personnel et les instructions correspondantes sont adressés aux Services des Compagnies en même temps qu'aux Régions et aux Services Centraux de la S. N. C. F.

Le Service Central du Personnel est chargé de contrôler l'application correcte par chaque Compagnie de ces règlements et instructions et d'en assurer au même titre que pour les Régions l'uniformité d'interprétation.

La présente instruction a pour but de préciser les dispositions qui doivent permettre à ce Service d'assurer son rôle de contrôle et de coordination et définit ses rapports avec les Fonctionnaires chargés de la direction des Services des Compagnies.

Article 1^{er}. — Constitution des effectifs et encadrement.

L'effectif par grade est fixé par le Directeur Général de la Société Nationale sur la proposition de chaque Compagnie et peut être modifié dans les mêmes conditions.

S.N.C.F.

SERVICE CENTRAL
DU PERSONNEL

Recu

D^{re}

P^{re}

AG 1/5

1

Col.

Nm
41

Les affectations d'agents dans les Services des Compagnies sont prononcées soit par le Directeur Général, soit, par délégation, par le Directeur du Service Central du Personnel.

En principe, ces agents sont choisis parmi ceux des Régions ayant acquis une bonne pratique du service ; exceptionnellement des candidats peuvent être recrutés directement à l'extérieur dans les emplois de début, avec l'autorisation du Directeur du Service Central du Personnel.

La remise à la disposition de la Société Nationale des agents détachés auprès des Compagnies a lieu, soit sur demande de la Compagnie, soit sur celle des intéressés, après l'expiration d'un délai de préavis de trois mois.

Article 2. — Commissionnement et confirmation.

Le Fonctionnaire Chef des Services de la Compagnie procède aux opérations de commissionnement et de la confirmation aux dates prescrites par les règlements. Il donne avis directement au Service des Retraites des opérations de commissionnement et soumet à la signature du Directeur Général Adjoint, par l'intermédiaire du Service Central du Personnel, la lettre de commission à remettre à l'intéressé.

Article 3. — Représentation du Personnel.

Le personnel est représenté à un seul degré auprès du Fonctionnaire Chef des Services. Il est également représenté auprès du Directeur Général Adjoint dans les mêmes conditions que le personnel des Services Centraux. L'Ordre Général N° 13 règle les conditions de cette représentation.

Ce personnel est enfin représenté auprès du Directeur Général par les délégués auprès de ce dernier, élus dans les conditions indiquées par la Convention Collective et par l'Ordre Général N° 13.

Les procès-verbaux des réunions de délégués sont envoyés en triple exemplaire au Directeur du Service Central du Personnel.

Article 4. — Comité du Travail.

Un Comité unique du Travail, fonctionnant auprès du Directeur Général Adjoint, est chargé de l'examen éventuel des questions de réglementation du travail intéressant le personnel des Services Centraux et des Services des Compagnies.

Article 5. — Tableaux de classement et d'aptitude. — Gratifications. — Bonifications. — Avancements.

Le tableau de classement et les listes du tableau d'aptitude sont établis et arrêtés par le Fonctionnaire Chef des Services de la Compagnie, dans les conditions prévues par les règlements d'administration du personnel.

Ces documents, une fois arrêtés, sont communiqués au Directeur du Service Central du Personnel.

Les gratifications et bonifications d'ancienneté sont ensuite calculées par le Fonctionnaire Chef des Services.

Les avancements de traitement sans changement d'échelle sont prononcés aux dates voulues par ce Fonctionnaire. Ils sont portés à la connaissance du Directeur du Service Central du Personnel.

Les avancements en grade du personnel en échelles, proposés dans le cadre autorisé, sont prononcés par le Directeur Général Adjoint ou par le Directeur du Service Central du Personnel agissant par délégation.

Les avancements en grade des Fonctionnaires Supérieurs sont soumis au Directeur Général.

Lorsque le Fonctionnaire chargé de la Direction du Service estime que l'importance des fonctions remplies par un agent justifierait une promotion et que celle-ci ne peut être effectuée, il peut être attribué à l'intéressé par décision du Fonctionnaire en question une allocation non passible de retenues pour la retraite, qui reste à la charge de la Compagnie.

Article 6. — Attribution des chevrons.

Le Fonctionnaire Chef des Services de la Compagnie établit les listes d'agents chevronnables en vue de leur examen par les Commissions de classement ; il présente ensuite au Directeur Général Adjoint, par l'intermédiaire du Service Central du Personnel, ses propositions de chevrons établies conformément aux règles en vigueur.

Article 7. — Sanctions disciplinaires.

Les sanctions qui, aux termes de la Convention Collective, sont à la décision du Chef d'Arrondissement et du Chef du Service sont prononcées par le Fonctionnaire Chef des Services de la Compagnie.

Les sanctions qui, aux termes de la Convention Collective, sont à la décision du Directeur de l'Exploitation de la Région, après avis ou sans avis du Conseil d'Enquête, sont prononcées par le Directeur Général Adjoint sur proposition du Fonctionnaire Chef des Services de la Compagnie transmise au Service Central du Personnel.

Il est institué pour l'ensemble des Services Centraux et des Services des Compagnies un Conseil de discipline unique chargé de donner éventuellement son avis sur les sanctions soumises à la décision du Directeur Général Adjoint. Il est convoqué par le Directeur du Service Central du Personnel.

Article 8. — Radiations de l'effectif.

Le Fonctionnaire Chef des Services de la Compagnie prononce lui-même les licenciements d'agents en stage d'essai ou confirmés. Il prononce les acceptations de démission des agents non commissionnés.

L'acceptation de la démission des agents commissionnés est prononcée par le Directeur Général Adjoint.

Avis de ces radiations est donné au Service Central du Personnel ; s'il y a lieu le Fonctionnaire Chef des Services effectue vis-à-vis du Service des Retraites les opérations prévues par les règlements.

Ce Fonctionnaire prononce les acceptations de demande de départ en retraite normale et effectue les opérations nécessaires auprès du Service des

Retraites et éventuellement des Caisses de Prévoyance. Il opère de même en cas de décès d'un agent.

Il propose au Directeur Général Adjoint, par l'intermédiaire du Service Central du Personnel, les mises en retraite d'office d'agents ayant droit à la retraite normale ainsi que les mises en réforme pour raisons de santé.

Une Commission de réforme unique fonctionne pour l'ensemble des Services Centraux et des Services des Compagnies. Le Directeur du Service Central du Personnel en provoque la réunion lorsque les règlements l'exigent.

Le Fonctionnaire Chef des Services de la Compagnie règle au regard des Assurances Sociales, d'accord s'il y a lieu avec le Service des Retraites, la situation des agents rayés de l'effectif.

Article 9. — Congés réglementaires ou extra-réglementaires avec ou sans solde — Congés de disponibilité.

Le Fonctionnaire Chef des Services de la Compagnie accorde les congés réglementaires et extra-réglementaires avec ou sans solde dans les limites de durée fixées par les instructions en vigueur.

Les demandes de congé formulées pour des motifs autres que ceux qui ont fait l'objet d'une réglementation ou pour des durées excédant les limites admises sont soumises au Directeur du Service Central du Personnel.

Il en est de même des demandes de congé de disponibilité.

Article 10. — Avances sur traitement, secours, prêts hypothécaires pour achat ou construction de maison, bourses ou allocations pour frais d'études, prêts d'honneur, gratifications exceptionnelles.

Le Fonctionnaire Chef des Services de la Compagnie soumet au Directeur du Service Central du Personnel les demandes d'avances pour construction ou acquisition de maison, les demandes de prêts hypothécaires, les demandes de bourses ou d'allocations pour frais d'études.

Des secours ou des avances de traitement peuvent être accordés aux agents détachés aux services des Compagnies dans les conditions indiquées par l'instruction spéciale sur les secours ou avances.

Article 11. — Allocations familiales.

L'attribution ou le maintien d'allocations familiales dans les cas non prévus par les règlements sont soumis au Directeur du Service Central du Personnel.

Article 12. — Blessures en service.

En cas de blessure en service survenue à l'un des agents des Services de la Compagnie, le Fonctionnaire Chef de ces Services procède aux opérations réglementaires (déclaration à la mairie, dépôt du certificat médical).

Article 13. — Propositions de Légion d'Honneur, de Médaille Militaire, de Médaille d'Honneur des Chemins de fer.

Ces propositions sont adressées au Directeur du Service Central du Personnel.

Article 14. — Habillement du Personnel.

Les questions d'habillement du personnel sont traitées, conformément aux règles en vigueur, par le Fonctionnaire Chef des Services de la Compagnie.

Article 15. — Affectation spéciale.

Les opérations sont centralisées par le Service Central du Personnel qui demande aux Services des Compagnies tous renseignements utiles.

Article 16. — Facilités de circulation. — Combustibles. — Fournitures par les Economats.

En ce qui concerne les facilités de circulation, les fournitures de combustibles, les fournitures par les Economats, les agents détachés dans les Compagnies sont soumis aux mêmes règles que ceux des Services Centraux de la Société Nationale.

Les facilités de circulation des agents de chaque Compagnie sont établies par la Région correspondante.

Article 17. — Soins médicaux et fournitures de médicaments.

Ces prestations sont assurées conformément aux règlements communs d'administration du personnel ou éventuellement aux règlements de la Caisse de Prévoyance ou de maladie à laquelle l'agent était affilié avant le 1^{er} Janvier 1938.

Les agents détachés dans les Compagnies sont, en ce qui concerne les soins médicaux, l'hospitalisation et les fournitures de médicaments, rattachés aux Centres médicaux ci-dessous désignés :

1^o. — Agents détachés à la Compagnie de l'Est, 144, Faubourg Saint-Denis et 4, rue Logelbach :

Centre Médical de la Région de l'Est pour l'ensemble des prestations.

2^o. — Agents détachés à la Compagnie du Nord, 18, rue de Dunkerque et 3, rue Chauchat :

Centre médical de la Région du Nord pour l'ensemble des prestations.

3^o. — Agents détachés à la Compagnie du P.-O., 8, rue de Londres, à la Compagnie du Midi : 54, boulevard Haussmann, à la Compagnie P.-L.-M. : 86, rue Saint-Lazare :

Consultations au Centre Médical de la gare Saint-Lazare. Visites à domicile par les Médecins agréés par la Région à laquelle appartenait l'agent ;

Fournitures des médicaments par les pharmaciens agréés par cette Région.

L'hospitalisation, sauf urgence, ne pourra pour les agents de ces 3 Compagnies être décidée que par le Centre Médical de la Région de l'Ouest.

En ce qui concerne les agents des diverses Compagnies habitant la banlieue, il n'est rien changé aux règles en vigueur d'interpénétration des Services Médicaux.

Article 18. — Solde du Personnel.

La solde est préparée par les Services de chaque Compagnie.

Le Service Central du Personnel peut demander en communication les feuilles de solde du personnel, afin de vérifier que les règles des conditions de rémunération sont correctement appliquées.

Les Compagnies effectuant le paiement de la solde, des avances, secours, prêts et allocations de toute nature aux agents détachés auprès d'elles, et la S. N. C. F. assumant vis-à-vis de ces agents les mêmes obligations que pour l'ensemble de son personnel, il y a lieu :

1° — d'assurer aux Compagnies le remboursement prévu à l'article 18 de la Convention du 31 Août 1937 au titre de frais de service des obligations et bons ;

2° — d'assurer à la S. N. C. F. le remboursement par les Compagnies des charges patronales qui lui incombent en ce qui concerne le personnel affecté au Domaine Privé ;

3° — de centraliser à la Comptabilité Générale de la S. N. C. F. les retenues à effectuer sur la solde pour imputation aux divers comptes intéressés, c'est-à-dire les retenues pour constitution de retraites, les retenues pour les Caisses de Prévoyance, Société de Secours Mutuels, Assurances Sociales, Fondations diverses, prêts hypothécaires, avances pour achat ou construction de maison, avances sur traitements, oppositions, économats, en ce qui concerne l'ensemble du personnel détaché par la S. N. C. F. ;

A cet effet, trois jours ouvrables avant la date fixée pour le paiement de la solde, la Compagnie fait connaître à la S. N. C. F. par lettre adressée à M. le Directeur des Services Financiers (Comptabilité Générale — 2^e Bureau, 17, Rue de Londres, Paris-9^e) d'une part pour les agents affectés au Service des Titres, d'autre part pour les agents affectés au Service du Domaine Privé :

- a) le montant brut de la solde,
- b) le détail des retenues à effectuer,
- c) la somme nette à payer.

Pour les agents dont les attributions s'étendent au Service des Titres et au Service du Domaine Privé, les sommes afférentes à chacun de ces Services sont indiquées distinctement.

Tout paiement effectué à titre d'avance, de secours ou de prêt, fait également l'objet d'un avis analogue.

Le montant net des sommes ainsi payées, qui intéressent le Service des Titres, est porté au crédit de la Compagnie, valeur veille du jour du paiement de la solde par l'intermédiaire du compte "Compagnie son compte courant de charges d'emprunt".

D'autre part, pour les agents affectés au Domaine Privé, la Compagnie est débitée par l'intermédiaire du compte non productif d'intérêts « Compagnie son compte courant » des sommes suivantes :

- 1°) montant des retenues effectuées sur la solde.
- 2°) montant des charges patronales assumées par la S. N. C. F. et évaluées forfaitairement à :
 - 12 % des éléments de salaires passibles de retenues pour la Caisse des Retraites au titre de dotation patronale à la Caisse des Retraites (1) ;
 - 1,5 % des dits éléments au titre des dépenses patronales diverses (1).

(1) Sauf revision ultérieure de ce quantum.

Article 19. — Tenue d'un fichier nominatif par le Service Central du Personnel.

Le Service Central du Personnel tiendra par Compagnie un fichier nominatif du personnel de la S. N. C. F. détaché dans celle-ci.

Chaque mois, le Fonctionnaire Chef des Services de la Compagnie fera connaître, par un état spécial nominatif, les modifications survenues dans la situation des agents détachés, savoir :

- Radiations, retour d'agents à la S. N. C. F. ;
- Commissionnements, confirmations ;
- Avancements en grade et en échelon ;
- Modifications d'état-civil (mariage, décès de la femme, naissances ou décès d'enfants) ;
- Congés sans solde ou de disponibilité ;
- Retards d'avancement ;
- Bonifications d'ancienneté.

En cas d'admission directe ou de détachement d'un agent de la S. N. C. F. dans une Compagnie, avis en sera donné sur le même état mensuel. La Compagnie enverra au Service Central du Personnel, après l'avoir remplie, la fiche qui sera classée et tenue à jour par ce Service Central.

Le Directeur Général,

R. LE BESNERAIS.